

Rupture à l'italienne

En France, l'analyse de la nouvelle coalition au pouvoir en Italie retient deux points forts. D'une part, ce serait le mariage de deux formations très différentes sur le plan idéologique (la Ligue et le Mouvement 5 étoiles, M5S). D'autre part, elle porterait une rupture avec l'Europe néolibérale.

Pourtant, si l'on croit à une cohérence minimale des groupes politiques au Parlement européen, cette coalition a un précédent en France lors du second tour de la présidentielle de 2017: le M5S appartient, avec Debout la France et Les Patriotes, au groupe Europe de la liberté et de la démocratie directe; Rassemblement national (ex-Front national) et Ligue (ex-Ligue du Nord) sont des partenaires historiques du groupe Europe des nations et des libertés.

Par ailleurs, dans leur ouvrage *L'Économie politique du néolibéralisme. Le cas de la France et de l'Italie* (ENS/Rue d'Ulm, 2012), l'économiste Bruno Amable et ses coauteurs décortiquaient comment, à la grande satisfaction de Bruxelles, les réformes néolibérales, minoritaires dans l'opinion publi-

que, avaient été portées par Silvio Berlusconi grâce à son alliance avec la Ligue, qui drainait l'électorat des patrons et salariés de PME.

En fait, l'idée d'une rupture italienne repose essentiellement sur la mise en œuvre d'un «revenu de citoyenneté», présenté comme le marqueur de «gauche» antilibéral du gouvernement Conte.

Début du feuilleton

Mais cette vision est biaisée par le fait que Benoît Hamon a porté ce dispositif lors de la campagne présidentielle et que des départements socialistes ont annoncé vouloir en expérimenter un ersatz. L'archéologie de la réémergence de cette idée en Europe offre un autre regard (*L'Allocation universelle. Nouveau label de précarité*, de Mateo Alaluf, Couleur livres, 2014). Belgique, 1984: la révolution néolibérale réagienne n'est alors qu'à ses débuts; un collectif emmené par Philippe Van Parijs, professeur à l'Université catholique de Louvain, ne prétend pas la remettre en cause mais bien la compléter en offrant un substitut à la plupart des institutions de protection sociale. Il rem-

porte avec l'allocation universelle le concours de la Fondation Roi Baudouin sur l'avenir du travail. De ce noyau naîtra un réseau international, avec sa première conférence hors de Belgique en 1990, à Florence, où Philippe Van Parijs enseigne alors à l'Institut universitaire européen.

Dans cette lignée, le revenu citoyen de M5S est le pendant de la « flat tax » de la Ligue : une égalité de droits, le primat de la responsabilité individuelle, un Etat minimal, la pérennisation de l'ordre social. La cohérence ne s'arrête pas là. Le revenu de base est censé renforcer le pouvoir de négociation individuel du salarié. Dans sa lecture néolibérale, il permet de se dispenser d'une représentation collective des travailleurs. Justement, la Ligue et le M5S se retrouvent dans leur détestation des syndicats, comme d'ailleurs dans leur dénonciation d'un « *business* » des migrants.

On en arrive à la politique migratoire et à la dimension nationale du revenu de citoyenneté. Non-citoyens, les « bons » étrangers ne toucheraient pas ce revenu, mais occuperaient les emplois les plus

dégradés que les nationaux ne voudront plus. Ainsi, dès son premier discours devant le Parlement, Giuseppe Conte, après sa promesse d'éradiquer le « *business de l'immigration* », a rendu hommage à un Malien assassiné en Calabre : « *C'était l'un des mille travailleurs agricoles avec un permis de séjour en règle qui se rendent chaque jour dans les champs de notre pays pour travailler dans des conditions qui sont en dessous du seuil de dignité.* » Sans même évoquer l'idée de les améliorer...

Certains se rassurent en prédisant l'explosion d'une coalition de mouvements concurrents. Certes. Mais l'ouvrage de M. Amable montre aussi que, bien qu'instables, les alliances de Berlusconi lui ont permis par trois fois d'accéder au pouvoir et de dérouler son agenda. Nous ne sommes donc peut-être qu'au début d'un feuilleton politique marquant une rupture avec le néolibéralisme berlusconien... vers un néolibéralisme national. ■

Philippe Askenazy est chercheur au CNRS/ENS/Centre Maurice Halbwachs